

3. a) \$5.25; b) Inconnu; c) (i) Néant. (ii) \$1,124.05.

#### LE PROGRAMME CP-140 AURORA

Question n° 1689—**M. McKinnon**:

1. Au sujet du programme CP-140 Aurora, a-t-on adjugé directement des contrats totalisant 213 millions de dollars à la société Lockheed Aircraft Corp. ou à ses filiales, pour la période s'étendant de 1975 à 1981, et, dans l'affirmative, le 1<sup>er</sup> janvier 1977, quelle était la valeur des commandes passées au Canada?

2. La société Lockheed adjudgera-t-elle des contrats à des usines canadiennes de fabrication de pièces de rechange et de parties, totalisant 168 millions de dollars et, dans l'affirmative, le 1<sup>er</sup> janvier 1977, quelle était la valeur de ces contrats?

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services)**: 1. La Lockheed Aircraft Corporation doit respecter un engagement contractuel de passer directement ou par l'entremise de ses fournisseurs, des commandes constituant des avantages pour l'industrie canadienne totalisant 213.2 millions de dollars au cours de la période du 1<sup>er</sup> février 1975 au 31 décembre 1981. La valeur des avantages au 1<sup>er</sup> janvier 1977 n'est pas encore connue. Toutefois, la valeur à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre de 1976 a été estimée à 40.2 millions comparée à un engagement de fin d'année de 30.8 millions.

2. La Lockheed a un engagement contractuel de se faire fournir par des compagnies canadiennes les ensembles de composants structuraux des P-3 pour une somme totale de 168 millions. La valeur des marchés passés à cet effet avec l'industrie canadienne s'élevait à environ 8 millions au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

#### LES SUBVENTIONS À DES SOCIÉTÉS PRIVÉES AUX TERMES DU PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES

Question n° 1702—**M. Matte**:

1. Dans le cadre du Programme des initiatives locales, le gouvernement a-t-il déjà octroyé des subventions à des petites sociétés privées québécoises ayant des filiales aux États-Unis et, dans l'affirmative, quels sont a) leur raison sociale, b) le montant de la subvention?

2. Les sociétés bénéficiaires fournissent-elles des services accessibles à tous et, dans l'affirmative, quel genre de service?

**L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration)**: 1. Non.

2. Sans objet.

\* \* \*

[Traduction]

#### QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENT

**M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé)**: Monsieur l'Orateur, si la question n° 780, étant donné la longueur et la complexité de la réponse, pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

#### Demande de documents

[Texte]

#### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE—LES EXPERTS-CONSEILS EMBAUCHÉS EN 1975

Question n° 780—**M. Howie**:

1. Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1975, le ministère de l'Expansion économique régionale a-t-il engagé des experts et, dans l'affirmative, a) combien, b) dans chaque cas, quels étaient (i) le mandat, (ii) la durée du mandat, (iii) le montant versé à chacun?

2. S'il y a lieu, quels rapports de ces experts sont confidentiels?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

**M. Goodale**: Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**M. McKinnon**: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'ai une question en suspens au *Feuilleton* depuis le 21 décembre dernier. Il s'agit d'une question très importante sur l'effectif de nos forces armées à certaines dates. A moins qu'on n'ait cessé de tenir des registres dans les forces armées, il devrait être possible d'obtenir cette information en moins de cinq minutes, à moins qu'elles n'essaient de cacher quelque chose, ce dont je doute. Je voudrais savoir du secrétaire parlementaire s'il ne pourrait pas leur dire de se dépêcher un peu. Je ne vois pas pourquoi on met un tel retard de deux mois à répondre à une question toute simple.

**M. Goodale**: Je ferai remarquer au député que depuis le début de la présente session du Parlement on a répondu aux questions avec beaucoup de célérité. Les ministères et organismes du gouvernement ont fait montre de beaucoup de collaboration, ce qui nous a permis d'assurer le taux le plus élevé de réponse aux questions par écrit que la législature présente ou toute autre législature précédente aient connu depuis bien longtemps. Je puis l'assurer que je vais m'informer de l'état de cette question qu'il a soulevée. S'il est aussi simple d'y répondre qu'il le prétend, je puis assurer au député qu'il obtiendra très bientôt une réponse.

**Mme Appoloni**: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire parlementaire à quelle date je puis espérer obtenir une réponse à la question n° 1267 que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* le 7 décembre dernier. Compte tenu des recommandations du rapport Badgley relativement à la diffusion de l'information en matière de planification familiale et d'éducation sexuelle, ma question me paraît on ne peut plus opportune.

**M. Goodale**: Monsieur l'Orateur, les explications que j'ai fournies tantôt valent également pour cette question-ci. Comme je l'ai promis au député de Victoria, je vais voir s'il n'y aurait pas moyen d'accélérer les choses et de répondre rapidement à la question de l'honorable représentante.

\* \* \*

● (1510)

#### DEMANDES DE DOCUMENTS

**M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé)**: Monsieur l'Orateur, auriez-vous l'obligation d'appeler les avis de motion nos 17, 19, 20, 21, 25, 42, 46 et 50 portant production de documents?